

INFOS EN LIGNE... SUR LA LIGNE N°24



➤ **La LGV Bordeaux-Toulouse a « un certain nombre d'atouts »**

Les présidents Malvy, Cohen et Izard ont exprimé leur «satisfaction» à l'issue d'une entrevue avec le ministre des Transports sur la LGV Bordeaux-Toulouse.



Pierre Cohen, Martin Malvy et Pierre Izard, devant le ministère des Transports

Les trois présidents (respectivement de la région Midi-Pyrénées, du Grand Toulouse et du département de la Haute-Garonne) avaient rendez-vous avec Frédéric Cuvillier, ministre délégué aux Transports, pour défendre le projet de ligne à grande vitesse (LGV) Bordeaux-Toulouse.

Ils ont alors martelé leurs arguments : la rentabilité économique de la LGV Tours-Bordeaux-Toulouse est supérieure à de nombreux autres projets français, elle constitue un seul et même projet engagé grâce au financement des collectivités de Midi-Pyrénées. Enfin, Toulouse et la région doivent être nécessairement desservies par la LGV à l'horizon 2020.

Le ministre a estimé que la ligne Bordeaux-Toulouse avait «un certain nombre d'atouts», ont relaté les participants à la réunion. « Il nous a rassurés sur l'avancement du projet » ont-ils ajouté.

Les études de RFF doivent aboutir à l'enquête d'utilité publique, toujours prévue pour 2013, avec une déclaration d'utilité publique l'année suivante. La LGV Bordeaux-Toulouse reste sur les rails.

➤ **« Petits arrangements entre amis » sur la Lyon Turin dévoilés par le Canard enchaîné**

Tous ces chantiers des grands projets se passent dans la transparence ! nous affirme-t-on.
Mon œil !
Voyez plutôt un exemple, parmi d'autres, révélé par le Canard enchaîné :

Petit train familial

Elle cultive le sens de la famille, la commission d'enquête publique chargée d'étudier le projet de ligne à grande vitesse Lyon-Turin. Publié en juillet, son rapport – favorable incite fortement RFF, le maître d'ouvrage, à passer un marché avec une entreprise de travaux publics dirigée par le frère d'un des commissaires enquêteurs ...

Cosignée par un certain Guy Truchet, la page 124 du rapport d'enquête indique sans façon :
« La commission invite RFF à étudier le mémoire de l'entreprise Truchet TP, qui propose de mettre à la disposition du projet un terrain de 9 hectares, dans la zone artisanale d'Arbin, pour y stocker de manière définitive 950 000 m³ de déblais, après autorisation d'extraction de matériaux alluvionnaires. »

La société, présidée par Roger Truchet, frangin du précédent, a acquis ce lopin en 2006, alors que la ligne à grande vitesse était déjà à l'étude. Prix : 3,81 euros le mètre carré, soit environ 350 000 euros. Une affaire: le million de mètres cubes de sable et de gravier contenu dans le site peut générer, aujourd'hui, un chiffre d'affaires de 20 à 50 millions d'euros. Le chantier de RFF permettrait à la fois de vendre les granulats puis de reboucher le trou avec les déblais d'excavation de la ligne à grande vitesse. De quoi recouvrir le conflit d'intérêts.

L'hebdomadaire Politis renforce encore la thèse du conflit d'intérêt. Le magazine affirme que le président de la commission d'enquête publique (un certain Pierre-Yves Fafournoux) a été l'associé entre 2004 et 2009 du cabinet Egis qui a réalisé les études d'impact de la ligne Lyon - Turin. De quoi donner du grain à moudre aux opposants du projet, qui se sont plaints à plusieurs reprises de n'avoir pas voix au chapitre lors des réunions d'informations organisées par la commission.

➤ Remise d'EPINE et des contributions au sous préfet

Nous étions une trentaine devant la sous-préfecture de Bayonne le mercredi 10 octobre, en présence des médias pour remettre au représentant de l'Etat, EPINE, les contributions des habitants et élus des 3 communautés de communes et une pétition contre la LGV de 23 652 signataires.



Une délégation de 3 personnes a été reçue par Mr. Nuñez, sous préfet en partance qui transmettra le dossier au Ministre des transports, Frédéric Cuvillier.



=> [Voir l'article de eith](#)

➤ **Encore des agriculteurs en lutte contre Cosea et la LGV**

Ce sont 3 membres d'un GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun) d'Indre et Loire qui sont en colère contre la LGV. Elle coupe l'exploitation en deux avec un passage à quelques dizaines de mètres des bâtiments agricoles. Pour cet ensemble de 400 ha en tout, où sont élevés 300 bovins dont 160 laitières et 250 chèvres, depuis six ans, il n'y a plus de permis de construire possible pour le développement nécessaire (salle de traite, agrandissement de hangar de stockage...)



Les frères Pagé protestent de façon spectaculaire devant la mairie de Sainte-Maure.

Sur le plan social, cinq familles sont concernées, le Gaec employant 9 personnes. Depuis un an, sur place, les agriculteurs s'opposent à toute intervention sur les terres du Gaec et les travaux sont arrêtés de part et d'autre de l'exploitation.

Une réunion de conciliation a été organisée en mairie de Sainte-Maure, en présence du préfet, du maire, des services concernés, ainsi que de Coséa, la société en charge du chantier de la LGV.

Pour chambre d'agriculture, on évoque « *une médiation pour éviter les préjudices et chiffrer de justes compensations* ».

Reste que, pour les frères Pagé, « *tout développement demeure bloqué et les discussions impossibles avec Coséa* ». (Relaté par « la Nouvelle République »)

➤ **Après les agriculteurs, ce sont les habitants d'un village qui grognent contre Cosea**

La route de Luxé-gare à Luxé-bourg est devenue l'enfer pour les riverains. Des bas-côtés labourés, des huisseries et des crépis poussiéreux, des voitures maculées, des routes blanchies, des trottoirs défoncés. La colère monte. «*C'est Luxé sinistré*», résume l'un des riverains les plus touchés par le trafic des camions de la ligne à grande vitesse (LGV). 200 véhicules quotidiens. «*C'est l'enfer*» résume une jeune femme en montrant l'état de sa maison. «*Regardez la façade, les carreaux, la boîte aux lettres. Il faut mettre des bottes pour traverser quand ils arrosent, se déchausser à l'entrée, sinon on en met partout!*» La rue de la Chaussée est digne de Paris-Roubaix, les coureurs en moins.



La grogne enfle depuis quelques jours dans le village. Les inscriptions du genre «Merci LGV!» fleurissent sur les véhicules. . Le constructeur reconnaît les perturbations et souligne les efforts accomplis et à venir.

Que lit-on sur les sites de Lisea et Cosea (constructeur de la LGV) : « Nous allons à la rencontre des élus afin d'étudier avec eux les solutions les plus adaptées en s'attachant à optimiser la préservation du cadre de vie des riverains. Nous faisons enfin très attention à la façon dont les riverains perçoivent ce projet ». (Relaté par la Charente Libre)

Le moins qu'on puisse dire : c'est pas gagné !

➤ **LGV : Le conseil régional continue comme si de rien n'était !**

La Commission permanente du Conseil régional d'Aquitaine a voté le 9 octobre près de 5 millions d'euros pour financer des études complémentaires et des acquisitions foncières pour les LGV Bordeaux-Espagne et Bordeaux-Hendaye en vue de la déclaration d'Utilité Publique avant fin 2014.



Europe Ecologie les Verts a voté contre et dénonce ce financement dans un communiqué de presse dont voici un extrait :

« Alors que les projets de construction des nouvelles LGV sont de plus en plus remis en question du fait de leur coût démesuré (260 milliards d'euros pour l'ensemble des projets) dans un contexte de restrictions budgétaires très fortes, il apparaît très surprenant que des collectivités, comme le Conseil régional, feignent d'ignorer la réalité des choses et persistent dans leur politique de l'autruche »

=> [Voir l'intégralité du communiqué](#)

➤ **Et pourtant Grenet comme Rousset sont inquiets...**

Dans une interview donnée à « Sud Ouest » le 11 octobre, Jean Grenet avoue : « *Nous sommes dans l'incertitude car le projet GPSO est loin d'être validé. J'en ai parlé longuement à Alain Rousset qui est aussi inquiet que moi.* ». Concernant le projet du pôle multimodal autour du quartier de la gare, le maire de Bayonne s'inquiète : « *son financement devient très compliqué.* »



Un petit coup de blues Jeannot ?

➤ **Le ministre de l'agriculture à Lurrama**

La venue du ministre de l'agriculture est une grande première, synonyme de reconnaissance de l'agriculture paysanne.



Le ministre a pu échanger avec divers producteurs fermiers et les éleveurs venus exposer leurs animaux. Il a ensuite rejoint la table ronde sur la Politique agricole commune.

Stéphane le Foll a rencontré une délégation fournie du syndicat ELB, des représentants de la production fermière, de l'agriculture biologique et de l'association des producteurs de lait indépendants.

Marie Christine Elizondo a pu lui remettre un exemplaire d'EPINE et de notre livre « Les rails de la déraison »

➤ **Etrange coïncidence : Le COPIL, la veille de la manif de Bayonne !
Rousset satisfait du bon avancement des GPSO !**

Suite au Comité de Pilotage du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest qui a eu lieu le vendredi 26 octobre Alain Rousset et Bernard Uthurry se sont déclarés satisfaits du « bon avancement de GPSO, du respect du calendrier de ce projet majeur pour l'Aquitaine et de la qualité de la concertation »

Alain Rousset, décidément très bavard ces derniers temps a confirmé qu'il fallait lancer le plus vite possible la concertation sur la liaison ferroviaire entre Mont-de-Marsan (40), desservi par la LGV, et la région Béarn-Bigorre et **a souligné que la manifestation anti-LGV organisée le lendemain à Bayonne ne changerait rien.**

A voir ! Si tout est joué pourquoi gesticule-il autant ?

En effet, il se rendra prochainement à Bruxelles pour s'assurer du soutien de l'Europe sur ce projet également stratégique au niveau européen.

➤ **Si elle se faisait la LGV passerait près de St Jean de Luz**

Alors que les élections législatives entraînent dans la dernière ligne droite, la polémique avait fait grand bruit.

« Saint-Jean-de-Luz veut refiler la patate chaude à ses voisins », fulminait le collectif de défense des impactés LGV de la zone artisanale Lanzelai à Ascain.

Suite à l'intervention du maire Peyuco Duhart et de l'ex-députée Michèle Alliot-Marie, RFF avait décidé de se pencher sur un deuxième tracé qui empiétait davantage le territoire de Saint-Pée-sur-Nivelle et Ascain.

La polémique avait d'autant plus gonflé que les opposants du second tracé accusaient Saint-Jean-de-Luz de préserver un projet immobilier de luxe, surnommé le « Santa Barbara luzien », situé derrière la piscine de Chantaco.



Le tracé de la future LGV ne passera pas par la zone d'activité Lanzelai

RFF vient juste de décider d'abandonner de la deuxième hypothèse, trop coûteuse. Retour à la case départ donc. Une mauvaise nouvelle pour la commune de Saint-Jean-de-Luz et les promoteurs du quartier de luxe Errota-Zahar (28 lots qui se négociaient entre 400 000 et 750 000 euros l'unité sans la maison !)

➤ La Commission chargée de hiérarchiser les projets LGV est en place

Frédéric Cuvillier, le ministre délégué aux Transports a présenté, le 16 octobre, la commission chargée de mettre de l'ordre dans le Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) né du Grenelle de l'environnement qui nécessiterait 245 milliards d'euros d'ici 25 ans.

Elle est composée de dix membres, six parlementaires, en majorité à gauche, et quatre personnalités qualifiées, elle aura 6 mois pour dresser un calendrier réaliste des différents projets.

Cette commission est présidée par Philippe Duron, député maire (PS) de Caen.



Il sera assisté de Louis Nègre, sénateur UMP des Alpes Maritimes. Tous deux sont co-présidents de TDIE une association réunissant l'ensemble des acteurs des différents modes de transports dont nous avons rencontré il y a quelques mois un de ses représentants à Mouguerre. Les 4 autres personnalités politiques sont Michel Delebarre, sénateur du Nord (PS) et ancien ministre des transports, André Chassaing, député PC du Puy-de-Dôme, Bertrand Pancher, député UMP de la Meuse et Eva Sas, députée EELV de l'Essonne.

Parmi les 4 personnalités qualifiées, nous retrouvons une « vieille connaissance » Marie Line Meaux « notre fausse médiatrice ». Les autres membres sont

Jean-Michel Charpin, inspecteur général des finances, Yves Crozet, économiste, professeur à l'Université de Lyon II et Patrice Parisé, ingénieur général des ponts et chaussées (« l'X Pont de service ») un des co-présidents du CGEDD.

➤ Réorganisation future des chemins de fer français

Guillaume Pepy a remporté la bataille du rail, RFF sera réintégré dans le giron de la SNCF.

Il peut se féliciter d'avoir convaincu les membres du gouvernement que son groupe était le mieux placé pour reprendre sous son aile le gestionnaire d'infrastructures, RFF, géré de manière indépendante depuis sa création, en 1997.



Le ministre des Transports va annoncer la réintégration de RFF dans un nouveau pôle public unifié dont l'organisation sera calquée sur celle mise en œuvre dans le secteur de l'électricité.

Mais la réforme ne portera pas seulement sur le changement de gouvernance du rail français, le ministre va aussi ouvrir le chantier d'une prochaine convention collective. Les partenaires

sociaux vont enfin s'atteler à fixer les modalités de l'arrivée de la concurrence pour éviter des distorsions trop importantes des conditions de travail et de rémunération. La négociation pourrait durer d'un an et demi à deux ans.

Rappelons que **l'endettement** conjugué des deux entreprises, qui **s'élève à plus de 32milliards**, croît de plus d'un milliard par an et devrait doubler d'ici à 2025, si rien n'est fait.

Bon courage Mr Pepy !

➤ **Bizi escalade la façade du Conseil Général à Pau !**

Le 23 octobre à 10H30, 18 militants de Bizi ! ont réalisé une action spectaculaire à Pau (64) pour dénoncer le financement par le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques du tronçon Tours-Bordeaux de la voie nouvelle LGV. 11 d'entre eux ont été arrêtés puis relâchés à 15h. Un premier militant a grimpé sur un arbre faisant face au siège du Conseil Général et y a déployé une banderole « Non aux grands projets inutiles et imposés ! ». Pendant ce temps, un groupe de militants a réussi à parvenir sur les toits d'un des principaux bâtiments de l'institution Paloise et trois d'entre eux l'ont descendu en rappel. Un bras de fer s'est alors déroulé entre la Sécurité arrivée immédiatement sur les lieux et un groupe d'activistes restés sur le toit.



Les gardes mobiles ont réussi à déchirer une partie de l'immense banderole disant « CG64 : 80 millions pour la LGV Tours-Bordeaux ! On veut + de bus, pas de LGV ! MANIF BAIONAN URRIAREN 27AN (Manif le 27 octobre à Bayonne)» destinée à être déployée sur la façade.

Enfin, d'autres militants distribuait un tract expliquant les raisons de cette action aux passants intrigués par le spectacle qui a duré jusqu'à midi, heure à laquelle la police aidée des pompiers et de leur grande échelle ont peu à peu délogé les activistes de la façade et de l'arbre.

➤ **La manifestation du 27 octobre : objectif atteint !**

Toujours la même polémique des chiffres : nous disons que nous étions 8 à 10 000, la police parle de 2500 personnes !

Précédé par un cortège de 106 tracteurs (un grand merci aux agriculteurs), le défilé des manifestants, derrière une banderole commune élus-associations a parcouru les rues du centre de Bayonne jusqu'à la sous-préfecture, dont l'accès était protégé par un cordon de police.



Dans la manifestation, des représentants d'associations du Pays basque mais aussi de Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne, ainsi que du Pays basque espagnol.



Devant la sous préfecture, Alain Iriart, maire et conseiller général de St Pierre d'Irube a pris la parole au nom des élus et Victor Pachon au nom du CADE : =>[Voir la vidéo sur You Tube](#) ou [la version écrite](#) .



Une déception : la mobilisation des Urruñars aurait pu être plus importante. Certains se sont faussement rassurés après les déclarations gouvernementales en se disant que la bataille était gagnée. Or il n'en est rien.



Le camion de BIZI

Quoiqu'il en soit le pari est gagné, nous étions nombreux à battre le pavé malgré le mauvais temps pour répéter que nous ne voulons pas de ce projet inutile.

Les médias ont relayé notre message :

- Reportages télé sur itélé et TF1 : => [Voir le JT de 20H](#)
- Articles de la presse écrite : => [Lire l'article de Sud Ouest du 27 octobre](#)
=> [Lire l'article de Sud Ouest du 28 octobre](#)
=> [Lire l'article du Monde](#)

Enfin, voici les images filmées par ACE Hendaye : => [Voir la vidéo](#)

Un grand merci à tous les participants.
La lutte continue !

➤ **Communiqué des élus après la manif et annonce d'une rencontre avec Jérôme Cahuzac**

« Le succès de la manifestation du samedi 27 octobre confirme que la mobilisation des élus, des associations et des habitants face aux projets de RFF est toujours aussi vive.

Les études menées par le cabinet suisse CITEC ont démontré l'inutilité technique, économique et financière d'une nouvelle ligne ferroviaire (projet dit « LGV » soutenu par RFF).

Elus des 3 communautés de communes du Pays Basque, nous exigeons la modernisation de la ligne ferroviaire existante et l'abandon du projet « LGV ». Nous affirmons que la modernisation des voies permet d'atteindre plus de 95% des objectifs du projet LGV pour 1/5ième de son coût, tout en sécurisant la voie et en éliminant les nuisances sonores pour les riverains.

C'est la seule solution objectivement finançable, qui permette de faire face aux perspectives de trafic les plus ambitieuses, pendant au moins 50 ans, et qui améliore le cadre de vie des riverains.

Cette solution peut être mise en œuvre à l'horizon 2018.



C'est ce message que nous porterons le 7 novembre prochain auprès des services de Jérôme CAHUZAC, Ministre chargé du Budget. »

➤ **PPP : Cahuzac y voit un danger pour les finances publiques**

« Ces contrats qui permettent aux ministères et collectivités de confier un investissement public à un groupe privé en le remboursant pendant quinze ou trente ans coûtent trop cher sur le long terme. Cette façon de masquer l'impécuniosité de l'Etat est dangereuse à terme » a expliqué Jérôme Cahuzac dans une interview à Acteurs Publics.

**Alain Rousset dit la même chose mais fait tout le contraire !
Il n'en est plus à une contradiction près le bonhomme !**

➤ **A lire**

- L'article de P. Recarte dans le JPB : [Les montages financiers de monsieur Rousset](#)
- L'article de Pantxo Tellier dans le JPB : ["Hollande et Rajoy se réjouissent"](#)
- Une série d'articles sur la LGV dans le JPB parus dans la semaine précédant la manif : [LGV Bordeaux-Hendaye en quête d'une ligne directrice](#)

[Des villes sans TGV s'en sortent très bien](#)

[LGV Tours Hendaye, un seul projet coûteux](#)

[Une opération ruineuse sur toute la ligne pour les anti](#)

[LGV une justification écologique à 2 vitesses](#)

[Une solution de remplacement à 800 millions d'euros](#)

[Jonction frontalière, le projet ne sera pas à l'heure](#)

[La LGV "sur le fil du rasoir" les antis prêts à la "faire basculer"](#)

➤ **Sourions un peu : la LGV en BD !**

Les premiers travaux commencent.

